


46620

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL




Distr.
GENERALE
E/CN.14/ESD/7
5 décembre 1961
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Groupe de travail du développement
économique et social
Addis-Abéba, 15-27 janvier 1962
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

POLITIQUES AGRICOLES ET PLANS DE DEVELOPPEMENT

EN AFRIQUE

(document d'information tiré de l'ouvrage de la FAO :
La situation mondiale de l'alimentation et de
l'agriculture, 1961, pages 88 à 90)

SECRET
CLASSIFIED
EXCLUDED FROM
ALL DISSEM
EXCLUDED FROM
ALL DISSEM

SECRET
CLASSIFIED
EXCLUDED FROM
ALL DISSEM

SECRET
CLASSIFIED
EXCLUDED FROM
ALL DISSEM

SECRET
CLASSIFIED
EXCLUDED FROM
ALL DISSEM

POLITIQUES AGRICOLES ET PLANS DE DEVELOPPEMENT

EN AFRIQUE

Les modifications récentes des politiques agricoles et économiques en Afrique dérivent en grande partie de l'évolution politique rapide qui s'est produite ces toutes dernières années dans la région, et plus particulièrement en 1960, année où 17 pays sont devenus indépendants. Cette évolution a renforcé, entre autres, l'intérêt qui s'attache au développement du commerce intrarégional et à la coopération économique africaine. Les gouvernements ont été ordinairement soucieux d'élaborer de nouveaux plans de développement le plus tôt possible après l'indépendance.

Coordination régionale de l'économie

La tendance à la coordination et à la coopération économique africaines est passée rapidement au premier plan. En mars 1961, a été signé à Yaoundé (Cameroun) un traité instituant une Organisation afro-malgache de coopération économique entre 12 Etats d'expression française: Cameroun, Congo (Brazzaville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mauritanie, Niger, Sénégal, République centrafricaine, Tchad. Cette organisation aura un conseil ministériel, un secrétariat permanent à Yaoundé, et divers comités techniques. Elle devra consolider et étendre les unions douanières existantes, stabiliser les prix, harmoniser les plans nationaux, et notamment confronter les objectifs de production, de consommation et d'exportation des produits agricoles et industriels, ainsi que les programmes de recherche et d'enseignement technique et supérieur. Il a été décidé aussi à la conférence de Yaoundé

que les 12 Etats traiteraient conjointement la question de leurs rapports futurs avec la Communauté économique européenne. L'accès à l'indépendance de presque tous les membres associés de la CEE conduira probablement à modifier les modalités d'adhésion de ces membres associés. En tout cas, une nouvelle convention d'application du Traité de Rome doit être négociée avant la fin de 1962.

Quelques faits nouveaux sont à signaler aussi en ce qui concerne certains groupements sous-régionaux. Les pays de l'Union douanière équatoriale, à savoir le Congo (Brazzaville), le Gabon, la République centrafricaine et le Tchad, ont adopté en novembre 1960 un code des investissements étrangers. Les Etats faisant partie du Conseil de l'entente, à savoir la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger, ont négocié conjointement leurs relations futures avec la France. Le Dahomey et le Togo ont décidé en octobre 1960 de constituer une union douanière et d'appliquer des prix d'achat communs pour certains articles. Après l'union établie en 1958 entre le Ghana et la Guinée, une nouvelle union a été décidée en décembre 1960 entre le Ghana, la Guinée et le Mali qui poursuivront une politique économique et monétaire commune; le Ghana et la Haute-Volta ont annoncé de leur côté la suppression des barrières douanières en mai 1961. Les dispositions actuelles relatives au Marché commun du Kenya, du Tanganyika et de l'Ouganda doivent être maintenues lorsque le Tanganyika accédera à l'indépendance (fin 1961).

Un autre exemple de coopération économique régionale est la création, en décembre 1960, de l'Organisation interafricaine du café qui groupe le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la Côte-d'Ivoire, le Gabon, Madagascar, le Portugal, la République centrafricaine et le Royaume-Uni. Le but de cette organisation est de réaliser une meilleure stabilisation des prix du café robusta au moyen d'une politique coordonnée de commercialisation qui consiste à échelonner

régulièrement les expéditions et si possible à prévoir des écarts variables de prix entre les prix de divers cafés robusta et entre ceux des cafés robusta et des cafés arabica.

Plans de développement

Beaucoup de pays africains ont adopté récemment de nouveaux plans de développement. La plupart de ces plans n'intéressent que les dépenses publiques en capital; toutefois, un certain nombre de pays, et notamment ceux d'expression française situés au nord et au sud du Sahara, commencent à élaborer des plans qui portent sur l'ensemble de l'économie. Des services de planification ont été créés dans quelques pays.

Au Cameroun, un plan de développement à longue échéance se propose comme objectif de doubler en 20 ans le revenu par habitant. Pour la période 1961-65, il prévoit un investissement annuel moyen de 9 à 11 milliards de francs CFA (37-45 millions de dollars), dont près d'un tiers sans caractère financier. Un des principaux objectifs de ce plan est de développer les exportations; il vise à porter la production de cacao de 60 000 tonnes en 1958 à 90 000 tonnes en 1965; celle de café de 27 000 à 50 000 tonnes; celle de palmiste de 13 000 à 20 000 tonnes; celle de caoutchouc de 4 000 à 5 500 tonnes.

Le Maroc a adopté en novembre 1960 un plan quinquennal pour 1960-64. L'investissement net total de 6,6 milliards de dirhams (1 304 millions de dollars) devrait provenir pour la moitié environ du secteur privé. C'est l'agriculture qui en recevra la part la plus importante, soit environ 31 pour cent. On espère augmenter le produit national brut de 7 pour cent par an et la production agricole d'environ 3,5 pour cent par an. Le plan fait une place importante aux mesures nécessaires pour assurer un développement rapide de la production dans l'avenir, à savoir la réforme agraire, l'amélioration du crédit, la réorganisation des services agricoles, la création de fermes coopératives, la réduction du sous-emploi en agriculture, et enfin un programme massif de formation de vulgari-

sateurs. Pendant les cinq années auxquelles se réfère le plan, la superficie irriguée augmentera de 70 000 hectares.

Le plan quadriennal sénégalais, relatif à la période 1961-64 envisage un investissement total de 92 milliards de francs CFA (375 millions de dollars), dont 54 pour cent seront fournis par les finances publiques. On espère pouvoir augmenter le produit national brut de 8 pour cent par an. L'objectif est de doubler le niveau de vie et de quadrupler la production commercialisée d'ici 1975. Pendant la première tranche de quatre ans, la production agricole doit recevoir 18 pour cent de l'investissement public et 13 pour cent de l'investissement total. De nouveaux organismes locaux seront créés pour promouvoir le progrès rural. La production commercialisée de l'élevage et de la pêche devrait plus que doubler.

Quant aux autres nouveaux plans de développement, on est encore assez mal renseigné. La République centrafricaine a adopté un plan intérimaire triennal (1960-62). Parmi les objectifs de production agricole, il est prévu de porter la production cotonnière à 45 000 tonnes. Le plan triennal du Congo (Brazzaville) consacrerait à l'agriculture 22 pour cent d'un investissement public total de 10 milliards de francs CFA (41 millions de dollars). La Guinée a institué un ministère du plan et approuvé le budget d'un plan triennal 1960-63, qui devrait être suivi d'une série de plans quinquennaux. L'agriculture devrait recevoir plus d'un quart de l'investissement public, qui se chiffre au total à 39 milliards de francs guinéens (150 millions de dollars). Le programme intérimaire triennal de Madagascar, promulgué à la fin de 1960, prévoit un investissement de 23 milliards de francs CFA (94 millions de dollars),

T/CN.14/ESD/7
30

dont l'agriculture recevra 41 pour cent, l'objectif étant d'accroître la production agricole de 6 pour cent par an. A la suite du rapport de la mission de la Banque internationale, un nouveau plan triennal a été annoncé au Tanganyika en mai 1961. Il est prévu un investissement public total de 23,9 millions de livres (67 millions de dollars).

Pour un certain nombre de pays, on sait seulement, sans plus de détails, que de nouveaux plans de développement sont entrés en application. Dans quelques autres, des plans sont à l'étude. Le Nigeria prépare un plan fédéral pour 1962-67, qui devra compléter les plans des diverses régions de la fédération. Le Ministère fédéral du développement économique s'organise pour assurer une meilleure coordination entre les gouvernements régionaux en matière de planification de l'économie. La Sierra Leone organise un service central du plan qui doit donner à la planification une portée plus générale; un commissariat au plan a été institué en Haute-Volta. Au Liberia, une équipe de la Northwestern University des Etats-Unis a commencé en septembre 1960 une enquête économique qui doit durer deux ans. Des enquêtes économiques ont été effectuées aussi au Basutoland, au Betchouanaland et au Souaziland, à l'île Maurice et à Zanzibar par des missions qui ont présenté leurs rapports. Une mission de la Banque internationale a visité l'Ouganda et une autre se rendra au Kenya vers la fin de 1961. En Ouganda, où le plan de développement est réexaminé chaque année pour les trois années suivantes, la revision de 1961 sera effectuée quand sera parvenu le rapport de la Banque internationale.

An nombre des programmes spéciaux de développement de l'agriculture, il faut mentionner la création, au Kenya, d'un service spécial de développement des cultures qui administrera un nouveau plan financé par la Colonial Development Corporation et visant à développer la production du thé chez les

petits agriculteurs africains. Au Kenya encore, les autorités ont annoncé la mise en oeuvre de plans de colonisation, prévoyant l'installation de petits propriétaires et d'exploitants, en vue d'une mise en valeur des terres en dehors de toute considération de race ou de tribu; la réalisation de ces plans comportera une dépense de 14 millions de livres sterling (39 millions de dollars) en trois ans. Le gouvernement sud-africain a annoncé un projet d'aménagement du fleuve Orange qui permettra d'irriguer environ 250 000 hectares et coûtera 250 à 300 millions de rands (348-418 millions de dollars).